

Finances comparées (États-Unis, France, Angleterre, U.R.S.S.),
par H. LAUFENBURGER. Un vol., 5½ po. x 9, broché, 489 pages.
— RECUEIL SIREY, 22, rue Soufflot, Paris, 1957

Pierre Harvey

Volume 33, numéro 2, juillet–septembre 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001250ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001250ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Harvey, P. (1957). Compte rendu de [*Finances comparées* (États-Unis, France, Angleterre, U.R.S.S.), par H. LAUFENBURGER. Un vol., 5½ po. x 9, broché, 489 pages. — RECUEIL SIREY, 22, rue Soufflot, Paris, 1957]. *L'Actualité économique*, 33(2), 364–365. <https://doi.org/10.7202/1001250ar>

l'auditoire, formé en majeure partie de non-initiés, ne peut entrer de plein pied dans l'étude technique. Mais alors, en dépit des étapes qu'on lui réserve, il risque de ne pas saisir grand chose à l'analyse.

C'est là la difficulté traditionnelle des congrès de ce genre. Celui à qui l'on doit rappeler que « lorsque le chômage saisonnier est provoqué par un ralentissement de l'activité industrielle ou commerciale causée par le climat, plus la saison défavorable est longue plus le chômage persiste », ne pourra pas, à moins d'illumination subite, voir pourquoi « dans plus de cinquante-sept pour cent des cas il y avait association... entre les variations des investissements et les variations annuelles de l'emploi corrigées de façon à éliminer les effets de la tendance séculaire ».

Néanmoins, quelques excellents textes jettent une lumière nouvelle sur le chômage au Canada et sont ainsi une contribution appréciable qui déborde le cadre du congrès.

On regrettera seulement que les communications des représentants des entreprises soient en somme très faibles. L'expérience acquise par les entreprises est d'une valeur inappréciable pour les économistes. Encore faut-il qu'elle soit formulée.

Notons enfin qu'il y aurait lieu d'apporter plus de soin à la traduction des termes techniques anglais. L'« industrie à expansion » fait sourire, et l'« industrie à main-d'œuvre intensive » est très différente d'une *labour intensive industry*, que le premier vocable doit traduire. Mais le « stabilisateur emmuré » (*built-in stabiliser*) est une perle littéraire de choix.

Jacques Parizeau

Finances comparées (États-Unis, France, Angleterre, U.R.S.S.), par H. LAUFENBURGER. Un vol., 5½ po. × 9, broché, 489 pages. — RECUEIL SIREY, 22, rue Soufflot, Paris, 1957.

L'auteur nous avertit que « cette troisième édition de *Finances comparées* ne ressemble plus en rien aux deux précédentes ». On pourrait même affirmer que les hypothèses de travail qui ont permis à M. Laufenburger d'aborder rationnellement l'étude des finances publiques comparées sont radicalement différentes de la seconde à la troisième édition de l'ouvrage. C'est un fait qui vaut la peine d'être souligné car il constitue un indice important de l'évolution actuelle des esprits dans le monde des économistes.

La « révolution keynésienne » avait en effet élargi le rôle de l'État libéral: on avait rejeté l'idéal de la neutralité pour investir la puissance publique de la fonction officielle de mécanisme de stabilisation conjoncturel. Le déséquilibre budgétaire perdait son caractère néfaste et même chez les plus conservateurs, les dérogations au principe de l'équilibre devenaient acceptables a priori et n'avaient plus à attendre de justifications des situations catastrophiques. Mais dans cette optique, les hypothèses de travail de l'analyste des finances publiques restaient largement « libérales » en ce sens du moins que les opérations financières de l'État continuaient de se situer à la marge de l'activité économique de la nation, et ceci malgré des situations de fait radicalement différentes. La seconde édition de *Finances comparées* (1951) relevait encore de cette conception: les techniques keynésiennes

de budget cyclique y étaient étudiées, par exemple, mais après l'analyse du principe de l'équilibre budgétaire et spécifiquement à titre de dérogation à ce principe. Dans la troisième édition, l'optique se trouve complètement renouvelée. En terme d'hypothèse de travail, l'activité de l'État se trouve, dans son ensemble, «réintroduite» dans l'économie nationale et analysée comme pièce intégrante de cet ensemble.

Cette tentative de réintégration s'effectue à partir des comptes nationaux, et ce n'est pas un hasard. Dès qu'on a voulu, en effet, serrer d'un peu près, d'abord la théorie des circuits et ensuite l'enregistrement comptable des résultats de l'activité économique de la nation, la présence de l'État comme unité économique s'est imposée d'emblée. Mais les difficultés suscitées par cet invasion du secteur public dans l'ensemble du mécanisme économique sont loin d'être résolues complètement par les spécialistes de la comptabilité nationale et c'est probablement ce qui explique le caractère un peu décevant de la tentative de M. Laufenburger.

On est en effet loin d'être satisfait, après avoir parcouru la première partie de *Finances comparées* où l'auteur s'efforce de rendre compte des liaisons, par pays, entre le budget économique et le budget financier. Chaque chapitre se compose à la fois d'une discussion de la structure des comptes et de l'analyse de certaines données quantitatives pour une ou quelques années particulières. Mais la structure des comptes est trop incomplète pour être pleinement intelligible et les données quantitatives sont trop partielles pour permettre la reconstitution de la structure elle-même. Les comparaisons de pays à pays, ou le passage d'une technique à une autre viennent accentuer encore ces difficultés. Le lecteur disposant d'une connaissance assez poussée de la théorie de la comptabilité nationale et des problèmes techniques qui s'y posent peut tirer parti de l'analyse de M. Laufenburger. L'étudiant pour qui les comptes nationaux gardent encore quelques mystères court le risque de ne pas pouvoir tirer grand'chose du premier tiers de l'ouvrage. Il pourra cependant parcourir avec beaucoup plus de facilité le reste du volume qui garde un caractère plus «classique».

Pierre Harvey

The Agricultural Implement Industry in Canada, a study of Competition: (Canadian Studies in Economics No 7) par W. G. PHILLIPS — Un vol., 10 po. × 7, 208 pages, relié. UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, 1956.

Une étude de la concurrence dans une industrie comme celle des instruments aratoires où toutes les entreprises ont plus de cent ans d'existence, ne peut ignorer complètement l'aspect historique de la question. Aussi trouvera-t-on, dans les deux premières parties de l'ouvrage, un aperçu des formes qu'a revêtues la concurrence, tant aux États-Unis qu'au Canada, depuis les débuts de l'industrie, et des contrastes les plus frappants entre les deux marchés.

Avant 1900, les produits américains étaient, à toute fin pratique, absents de marché canadien. À partir du début du siècle jusqu'à la deuxième guerre mondiale, au contraire, la concurrence américaine a joué un rôle très actif sur le marché canadien sous l'influence de deux facteurs principaux: l'avènement du tracteur, que les États-Unis pouvaient produire à meilleur compte et l'abaisse-